**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 25 novembre 2013

CP 13/11-13

L'an deux mille treize, le 25 novembre à 17 h 00, les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

Quorum à l'ouverture de la réunion (présents ou ayant donné procuration de vote) : MM. Baylet, Empociello, Cambon, Massip, Albert, Gonzalez, Roger, Roset, Hébral, Lavabre, Capayrou et Quéréilhac ;

Absents excusés : MM. Astoul, Descazeaux et Marty

**ACCORD CADRE POUR LES PRESTATIONS DE CONSULTATION,
D'ASSISTANCE ET DE REPRESENTATION JURIDIQUE DU
DEPARTEMENT**

DEVOLUTION DU MARCHE

Par l'arrêt d'assemblée « Toubol-Fischer » en date du 9 avril 1999 le Conseil d'Etat a décidé qu'un marché de service juridique comprend les contrats conclus entre une collectivité publique et un avocat pour le conseil et la représentation en justice.

Il a toutefois tenu compte des particularités de la profession et des conditions dans lesquelles elle s'exerce, pour affirmer qu'elle est régie par des principes dont le respect s'impose au pouvoir réglementaire.

L'achat public de prestations de services juridiques doit donc faire l'objet d'une mise en concurrence tenant compte des spécificités de l'activité.

Prenant acte de cette décision, le législateur a intégré ce principe en 2006 à l'occasion d'une refonte du code des marchés publics.

Ainsi les prestations de conseil et de représentation juridiques relèvent des dispositions de l'article 30 du code des marchés publics qui dispose que « *les marchés et accords-cadres ayant pour objet des prestations de services qui ne sont pas*

mentionnées à l'article 29 peuvent être passés, quel que soit leur montant, selon une procédure adaptée, dans les conditions prévues par l'article 28. »

1- Choix du mode de passation :

Conformément aux dispositions de l'article 30 du code des marchés publics, aucune obligation de conclure un appel d'offres ou une autre des procédures formalisées prévues par le code des marchés publics n'est imposée pour ce type de marché.

Les modalités de publicité et de mise en concurrence sont donc déterminées librement par le pouvoir adjudicateur en fonction de l'objet du marché et de ses caractéristiques, dans le respect des principes fondamentaux inscrits à l'article 1er du code des marchés publics :

- liberté d'accès à la commande publique
- égalité de traitement des candidats
- transparence des procédures

En l'espèce, les prestations portant à la fois sur du conseil et de la représentation en justice, la consultation s'adressait à des cabinets implantés en France et disposant à ce titre de collaborateurs inscrits au barreau.

L'objectif poursuivi était donc d'assurer la publicité la plus large possible pour aboutir à une consultation fructueuse avec un nombre suffisant de candidats.

C'est pourquoi le BOAMP a été privilégié en tant que support de publication, en raison d'une part de sa notoriété et d'autre part de sa diffusion sur le plan national.

2- Choix de la forme du marché :

Le besoin du pouvoir adjudicateur en matière de conseil et d'assistance juridique consiste en une analyse fine appuyée sur un raisonnement juridique et des conseils opérationnels tant en amont qu'au cours d'une opération.

Il en résulte une attente forte sur la qualité des candidats retenus et leur degré d'expertise.

Pour choisir un cabinet d'avocats, il est important de connaître l'équipe qui sera affectée à l'exécution des prestations : leurs champs de compétences, leurs spécialisations, leur expérience et leur adéquation à l'objet.

Ils doivent donc être en adéquation avec les préoccupations particulières de la collectivité pour laquelle ils soumissionnent.

Afin de s'assurer ce degré d'expertise, il a été jugé utile de s'adjoindre le concours de plusieurs avocats, et ce dans l'hypothèse où seuls de petits cabinets auraient répondu.

Il est prévu à l'article I alinéa 3 du code des marchés publics que « *les accords-cadres sont les contrats conclus entre le pouvoir adjudicateur et des opérateurs économiques publics ou privés, ayant pour objet d'établir les termes des marchés régissant les marchés à passer au cours d'une période donnée, notamment en ce qui concerne les prix et, le cas échéant, les quantités envisagées.* »

En complément, l'article 76 III précise que « *lorsqu'un accord-cadre est attribué à plusieurs opérateurs économiques, ceux-ci sont au moins au nombre de trois, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.* »

Pour s'assurer un nombre suffisant de co-contractants sans toutefois être dépassé par le nombre ; il a été choisi de conclure le marché sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaire en étant précisé à l'article 2-3 du règlement de la consultation, que les prestataires retenus seraient au nombre de trois maximum.

En outre, il est prévu à l'article 10 du code des marchés publics « *qu'afin de susciter la plus large concurrence, [...], le pouvoir adjudicateur passe le marché en lots séparés dans les conditions prévues par le III de l'article 27.* »

Afin de satisfaire à cette exigence, tout en tenant compte du degré d'expertise souhaité, les lots ont été définis de la manière suivante :

Lot 1	Droit public des affaires (marchés, contrats complexes, aides publiques, politiques publiques ...)
Lot 2	Droit social (action sanitaire et sociale, institutions, établissements sociaux, prestations, allocations, logement ...)
Lot 3	Droit public général
Lot 4	Droit privé (contentieux judiciaire de l'administration, domaine, propriété intellectuelle, droit pénal ...)

3- Choix des prestataires :

Le choix des prestataires doit permettre de s'assurer que le savoir-faire et la méthodologie des candidats répondent aux attentes et exigences de la collectivité.

Ce choix doit également permettre de maintenir la relation intuitu personae inhérente à la relation client/avocat.

Pour combiner ces deux impératifs, la valeur technique a d'une part, été pondérée à 80% et d'autre part été évaluée au regard des deux sous-critères suivants :

- l'expérience des candidats déclinée dans leur curriculum vitae
- leur degré d'expertise exprimé au travers d'exemples de mémoires et/ou requêtes anonymisés.

Le prix, pondéré à 20%, était constitué des prix unitaires des différents types de prestations pouvant être délivrées par un avocat pour des affaires allant des juridictions du premier degré jusqu'aux juridictions suprêmes.

Sur le fondement de ces éléments, la consultation a été lancée le 12 juillet 2013 au BOAMP avec pour date limite le 13 août 2013 à 16 heures 30.

La commission d'appel d'offres qui s'est tenue le 14 octobre 2013 a attribué les marchés présentés.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir délibérer sur le rapport présenté.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil Général du 21 avril 2011 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu la décision de la Commission d'appel d'offres réunie le 14 octobre 2013,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du Département :

- l'accord-cadre pour les prestations de consultation, d'assistance et de représentation juridique du département avec l'ensemble des prestataires suivants :

Lot 1	- Noray Espeig - HPG avocats - Parme avocats
Lot 2	- Cabinet Lyon-Caen
Lot 3	- Noray Espeig - KPDB - Cabinet Margall
Lot 4	- Parme avocats

- les marchés subséquents à l'accord-cadre d'un montant inférieur à 90 000 € HT ;
- toutes les pièces afférentes et les bordereaux supplémentaires de prix.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,